

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 12/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**STB MATERIAUX**

Lieu dit LA CAPETTE  
59182 Loffre

Références : 2025 - V3 - 148  
Code AIOT : 0007000057

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement STB MATERIAUX implanté Lieu dit LA CAPETTE 59182 Loffre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 25 mars 2025 s'inscrit dans le cadre d'une journée de contrôle conjointe organisée avec l'Office Français pour le Biodiversité et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STB MATERIAUX
- Lieu dit LA CAPETTE 59182 Loffre
- Code AIOT : 0007000057

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Loffre a été autorisée par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 pour une durée de 20 ans. Il y était exploité des gisements de sable et d'argile.

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 79 000 tonnes/an pour l'extraction. Le volume maximal extrait autorisé est de 642 700 m<sup>3</sup> sur la durée de l'extraction.

L'extraction des substances autorisées, limon et sable, était faite à sec jusqu'au niveau du toit de la nappe des sables tertiaires, puis en fouille noyée sans rabattement de la nappe. Le remblaiement de l'excavation était effectué à l'aide de la découverte du site et de matériaux inertes exclusivement, provenant d'apports extérieurs contrôlés à l'entrée de la carrière. Les déblais acceptés provenaient essentiellement de l'activité du BTP.

L'autorisation d'exploiter d'une durée de 20 ans s'est achevée au 11/05/24 conformément à l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004.

Par courrier du 18 juillet 2024, l'exploitant a notifié la cessation d'activité du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a notifié par courrier du 18 juillet 2024 la cessation d'activité du site. Toutefois, comme constaté lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2024, le site est toujours en activité et admet des déchets extérieurs au site.

Par arrêté préfectoral du 25 juin 2025, l'exploitant a été mis en demeure de remettre en état le site et de transmettre l'ATTES SECUR dans un délai de sept mois et l'ATTES mémoire dans un délai d'un an. L'exploitant n'ayant pas transmis les documents et les délais n'étant pas échus, l'inspection des installations maintient la mise en demeure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 25 mars 2025 a mis en évidence deux non-conformités qui ne donneront pas lieu à une proposition de mise en demeure de respecter les arrêtés ministériel du 22 septembre 1994 et du 12 décembre 2014 au motif que l'exploitant doit mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité et transmettre les ATTES SECUR, mémoire et travaux qui permettront de vérifier l'état des sols après remise en état.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]
<b>Constats :</b>  Le 25 mars 2025, en arrivant sur le site de la carrière, l'inspection des installations classées constate que le conducteur d'engin procède au ravitaillement d'un engin de chantier. Conformément à l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier doivent être réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Or, le ravitaillement n'est réalisé sur aucun dispositif permanent ou temporaire permettant de récupérer les liquides résiduels. L'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Par courrier du 18 juillet 2024, l'exploitant a notifié sa cessation d'activité à M. le préfet. Par arrêté préfectoral du 25 juin 2025, l'exploitant a été mis en demeure de transmettre les documents liés à cette cessation d'activité, notamment l'ATTES SECUR dans un délai de sept mois et l'ATTES mémoire dans un délai d'un an. Les documents n'étant pas transmis et les délais de transmission des documents étant non échus, l'inspection informe M. le préfet que la mise en demeure est maintenue. En outre, l'inspection des installations demande à l'exploitant de prendre en compte et de procéder à l'analyse des terres, situées aux abords de la cabane de chantier, notamment sur le lieu de ravitaillement des engins, dans sa procédure de cessation d'activité (ATTES mémoire).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 2 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation des déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation

<p>préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 25 mars 2025, lors de la visite d'inspection inopinée, l'inspection des installations classées constate, à plusieurs endroits, la présence de morceaux d'enrobés bitumineux.</p> <p>L'inspection des installations classées demande au conducteur d'engin présent sur place de justifier que ces morceaux d'enrobés ne contiennent de goudron. L'employé n'est pas en mesure de justifier de l'absence de goudron sur les morceaux d'enrobés.</p> <p>En l'absence d'éléments probant permettant de s'assurer que les déchets utilisés dans le cadre de la remise en état du site relèvent bien du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Par courrier du 18 juillet 2024, l'exploitant a notifié sa cessation d'activité à M. le préfet.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 25 juin 2025, l'exploitant a été mis en demeure de transmettre les documents liés à cette cessation d'activité, notamment l'ATTES SECUR dans un délai de sept mois et l'ATTES mémoire dans un délai d'un an.</p> <p>Les documents n'étant pas transmis et les délais de transmission des documents étant non échus, l'inspection informe M. le préfet que la mise en demeure est maintenue.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>